

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2107>



# Arnaud Malaisé (SNUipp) sur les politiques alternatives à l'austérité

- FSU - Congrès - Congrès FSU 2016 -



Publication date: mardi 9 février 2016

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

Avec des inégalités qui n'arrêtent pas de croître, plus que jamais le besoin de plus de justice est criant.

Pour cela, les services publics et la fonction publique sont un formidable outil.

Or avec les politiques d'austérité en cours, qui empilent les coupes budgétaires et les cadeaux aux entreprises, ils ne peuvent plus mener à bien toutes leurs missions, ne sont pas dotés de suffisamment de moyens et les conditions de travail des agents sont largement dégradées.

Par exemple, dans le premier degré, pourtant mieux loti que d'autres avec ses créations de postes, cela se traduit notamment par des effectifs de classes toujours trop élevés, une formation continue inexistante et les conséquences concrètes des baisses de dotations aux collectivités locales.

Réorienter ces politiques économiques est donc urgent.

Pour cela le mouvement syndical a un double rôle à jouer :

- ▶ à la fois celui de s'opposer aux politiques d'austérité et les dégradations qu'elles engendrent
- ▶ et à la fois celui de contribuer à la construction d'une société plus juste et égalitaire, ce qui passe en premier par l'élaboration et la popularisation d'autres politiques, basées sur un tout autre partage des richesses.

Sans même attendre l'indispensable réforme fiscale, simplement en actant d'autres choix politiques, il est possible de rompre avec l'austérité.

Uniquement en redistribuant ailleurs les 41 milliards de manque à gagner annuel pour l'État dus au CICE et au pacte de responsabilité, il est possible de réorienter profondément les politiques actuelles.

On pourrait par exemple :

- ▶ satisfaire une partie de nos revendications salariales en finançant 50 points d'indice pour tous les fonctionnaires, une mesure à 15 milliards
- ▶ financer la création de 100 000 postes dans la fonction publique, de quoi revenir rapidement sur une bonne partie des suppressions d'emplois des années Sarkozy, et de quoi également proposer une diminution du chômage un peu plus efficace que le recours aux contrats aidés, une mesure à 4 milliard
- ▶ sans compter une réaffectation massive de crédits aux collectivités locales pour qu'elles puissent investir à nouveau dans les services publics.

Et avec ces seuls trois exemples, les 41 milliards ne sont pas encore atteints...

D'autres choix politiques sont donc possibles.

A nous de les faire partager le plus largement possible.